

**ACCORD-CADRE DE COOPERATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU
GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG ET LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE D'EL SALVADOR**

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'El Salvador, ci-après désignés par « les Parties contractantes » :

Considérant les liens d'amitié existants entre la République d'El Salvador et le Grand-Duché de Luxembourg ;

Réaffirmant leur attachement aux principes de la Charte des Nations unies et aux règles du droit international, ainsi qu'aux valeurs démocratiques, et soulignant l'importance du respect de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Déclaration de Vienne et du Programme d'Action de la Conférence des Droits de l'Homme en 1993 ;

Considérant le Programme de développement durable des Nations-Unies et les Objectifs de Développement durable à l'horizon 2030 ;

Reconnaissant l'importance particulière de la protection de l'environnement afin d'atteindre un développement durable, comme faisant partie des principes de l'Accord de Paris sur le climat signé en 2015 ;

Réaffirmant les engagements acquis à travers l'adoption de la Déclaration de Paris et le Troisième Forum de Haut Niveau sur l'Efficacité du Développement souscrit à Accra, Ghana, dans lequel l'on plaide pour l'appropriation des pays pour le développement de projets, la gestion axée sur les résultats, la responsabilité mutuelle et l'harmonisation de la coopération ;

Reconnaissant l'importance du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement issu du Quatrième Forum de Haut Niveau sur l'Efficacité du Développement souscrit à Busan, Corée du Sud, ainsi que des engagements acquis dans la Première Réunion du Partenariat mondial à Mexico City, Mexique, et la Deuxième Réunion du Partenariat mondial à Nairobi, Kenya, d'augmenter l'efficacité du développement comme outil pour la réduction de la pauvreté et l'atteinte des Objectifs de Développement durable du Programme de Développement durable à l'horizon 2030 ;
Considérant les engagements acquis à travers le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement ;

Prenant en compte le besoin de revaloriser le rôle des femmes en tant qu'élément essentiel dans le processus du développement ;

Considérant que la lutte contre la pauvreté est l'un des objectifs essentiels de leurs priorités de coopération ;

Désireux de resserrer les liens d'amitié existants entre la République d'El Salvador et le Grand-Duché de Luxembourg et de fixer le cadre général de leur coopération dans les secteurs politique, économique, social, culturel, scientifique et technique;

Reprenant ce qui a été établi dans l'Accord Général de Coopération signé entre les deux pays le 10 avril 2002 ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE I

Les relations de coopération au développement entre la République d'El Salvador et le Grand-Duché de Luxembourg, de même que toutes les dispositions du présent Accord-Cadre de Coopération, se fondent sur le respect des principes démocratiques et des Droits de l'Homme qui inspirent les politiques internes et internationales des deux pays et qui constituent un élément essentiel du présent Accord.

ARTICLE II

Le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'El Salvador s'engagent dans le cadre de la coopération au développement à accorder priorité aux programmes et projets destinés à satisfaire les besoins fondamentaux de la population la plus défavorisée.

ARTICLE III

Les parties contractantes conviennent de créer une Commission de Dialogue bilatéral, chargée d'examiner les relations entre les deux Gouvernements, en particulier dans le domaine de la coopération au développement, mais également dans les domaines politique, économique, culturel, scientifique, environnemental et climatique, ou tout autre domaine d'intérêt aux parties contractantes.

La Commission de Dialogue bilatéral se tiendra au moins une fois par an. Dans ladite Commission sont définis les espaces et les mécanismes de coordination pour l'approbation, le suivi, le monitoring et l'évaluation des programmes et projets qui sont mis en œuvre sur base de cet Accord. La Commission de Dialogue bilatéral est également l'espace où des modifications aux programmes et projets proposées par une ou les deux parties contractantes pourront être réalisées.

Le Dialogue bilatéral est présidé par le Ministre de la Coopération au Développement et de l'Action humanitaire du Grand-Duché de Luxembourg et le Vice-ministre de la Coopération pour le Développement de la République d'El Salvador, qui peuvent déléguer pour une session déterminée la présidence du dialogue à des hauts fonctionnaires, et peuvent être assistés d'experts de différentes institutions des deux pays.

Afin de se faire assister dans ses travaux, la Commission peut inviter, en cas de besoin et après approbation des parties contractantes, des représentants d'institutions et d'organisations internationales œuvrant dans le cadre de la coopération au développement.

ARTICLE IV

Les dispositions du présent Accord s'appliquent aux programmes et projets de coopération au développement et de changement climatique exécutés directement par le Gouvernement salvadorien à travers le Vice-Ministère de Coopération au Développement et le Secrétariat technique et de Planification de la Présidence, et le Gouvernement luxembourgeois à travers le Ministère des Affaires étrangères et européennes, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, le Ministère des Finances, ou quelconque autre Ministère du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à travers des agents de la coopération des deux parties contractantes. Des projets de coopération exécutés par une agence d'exécution sous mandat d'une des parties contractantes, ainsi que par une organisation non gouvernementale ou un agent de la coopération mandatés par le Gouvernement luxembourgeois ou salvadorien pourront également être considérés, sur accord préalable.

ARTICLE V

La coopération visée peut revêtir les formes suivantes :

- Le soutien financier non remboursable pour la réalisation de programmes et projets déterminés
- L'envoi d'experts
- La coopération technique
- Toute autre forme de coopération, arrêtée d'un commun accord entre les parties contractantes

ARTICLE VI

Tout projet fait l'objet, en vue de sa mise en œuvre, d'une Convention de Financement qui précise les obligations qui incombent à chaque partie contractante. A chaque Convention est annexé le Descriptif de Projet, préalablement approuvé par les deux parties contractantes.

ARTICLE VII

Les contributions des parties contractantes sont définies de la manière suivante :
Contributions du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg :

- Prendre en charge le financement de toutes les activités et des engagements définis dans le Descriptif de Projet, qui fait partie intégrante de la Convention qui est signée pour chaque projet.
- Prendre en charge tous les frais qui découlent de l'affectation et de l'activité du personnel mis à disposition par le Grand-Duché de Luxembourg.
- Fournir au personnel mis à disposition par le Grand-Duché de Luxembourg les équipements et le matériel professionnel (véhicules inclus) dont il a besoin pour effectuer son travail dans le cadre de la coopération entre les parties contractantes.

Contributions du Gouvernement de la République d'El Salvador :

- Prendre en charge toutes les activités définies dans la Convention, ainsi que les contreparties de la République d'El Salvador. Le montant de cette contrepartie, si elle existe, est détaillé dans la Convention.
- Désigner le personnel nécessaire à la réalisation des projets. Ce personnel travaillera en coordination avec le personnel mis à disposition par le Grand-Duché de Luxembourg. La partie salvadorienne garantit la disponibilité de ce personnel.
- Mettre à disposition les terrains, équipements, matériels et ressources humaines et réaliser les démarches administratives et juridiques nécessaires à l'accomplissement des obligations de la République d'El Salvador définies dans la Convention.

ARTICLE VIII

Afin de faciliter la réalisation des projets s'inscrivant dans le cadre du présent Accord, le Gouvernement de la République d'El Salvador :

- Exonère tous les contrats de travaux, services professionnels, équipements et fournitures réalisés dans le cadre des projets de coopération de tous les impôts et taxes (incluant la TVA).
- Exonère l'importation de tous les biens et services nécessaires à la réalisation de projets de coopération de toutes les taxes à l'importation.
- Concède au personnel étranger mis à disposition pour l'exécution des projets par le Grand-Duché de Luxembourg et les membres de leurs familles le régime douanier prévu pour le personnel de l'Organisation des Nations unies.
- Concède au personnel étranger mis à disposition pour l'exécution des projets par le Grand-Duché de Luxembourg et aux membres de leurs familles l'exonération de tous les impôts directs et taxes assimilées.
- Délivre sans frais et sans délais les visas d'entrée en République d'El Salvador et tout autre document nécessaire à l'entrée sur le territoire, tel que des permis temporaires de séjour, tout ceci en conformité avec la loi en vigueur en la matière.
- Répondra, à travers l'Unité d'exécution des projets et de manière subsidiaire, de toute demande en dommages et intérêts introduite par un tiers en réparation des actes commis par le personnel étranger mis à disposition par le Grand-Duché de Luxembourg dans l'exercice de ses fonctions, à condition que le dommage n'ait pas été causé volontairement, par dol ou par négligence grave.

ARTICLE IX

Toute intervention de développement financée par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg fera l'objet de communications et informations pertinentes et adéquates. Ces actions doivent être prévues dans les mêmes ressources assignées pour l'exécution des projets.

ARTICLE X

Le Gouvernement du Grand-Duché pourra ouvrir une mission de coopération et/ou nommer un Coordinateur résident en République d'El Salvador. Le Coordinateur résident devra posséder une nationalité autre que la salvadorienne.

Le Coordinateur résident du Grand-Duché de Luxembourg jouit, s'il ne fait pas partie des services diplomatiques du Grand-Duché de Luxembourg, des mêmes privilèges que ceux accordés au personnel étranger des projets.

Cette dernière disposition s'applique également à tout le personnel étranger accrédité à la mission de coopération.

ARTICLE XI

Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle la partie salvadorienne aura notifié qu'elle a terminé les démarches légales internes à cet effet. L'Accord restera en vigueur pour une durée de 4 ans. Il sera reconduit par après tacitement d'année en année, à moins qu'il n'y ait été mis fin par l'une ou l'autre des parties contractantes, moyennant notification écrite donnée au moins six mois avant l'expiration de l'année en cours.

A partir du moment d'entrée en vigueur du présent Accord, ses dispositions s'appliquent également aux projets et programmes qui sont en phase d'exécution. En aucun cas le présent Accord ne peut s'appliquer de manière rétroactive.

Les parties contractantes s'engagent à résoudre à l'amiable par la voie diplomatique tout différend qui pourrait apparaître dans l'application du présent Accord.

En cas d'expiration de l'Accord, les parties contractantes acceptent que les projets alors en cours d'exécution soient menés à leur terme.

Le présent Accord se substitue en totalité à l'Accord Général de Coopération entre le Gouvernement de la République d'El Salvador et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg signé le 10 avril 2002.

Les parties contractantes peuvent, à tout moment, réviser ou modifier le présent Accord par consentement mutuel.

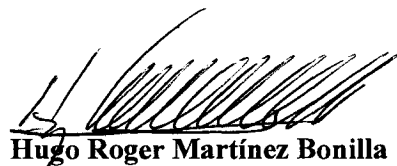
Signé à Antigua Cuscatlán, en 4 exemplaires faisant également foi, dont deux en langue castillane et deux en langue française, le 8 mai 2017.

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement de la
République d'El Salvador



Romain Schneider
Ministre de la Coopération et de l'Action
Humanitaire



Hugo Roger Martínez Bonilla
Ministre des Relations
Extérieures

**ACUERDO MARCO DE COOPERACIÓN ENTRE EL GOBIERNO DEL GRAN
DUCADO DE LUXEMBURGO Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE
EL SALVADOR**

El Gobierno del Gran Ducado de Luxemburgo y el Gobierno de la República de El Salvador, abajo designados las "Partes":

Considerando los lazos de amistad existentes entre la República de El Salvador y el Gran Ducado de Luxemburgo;

Reafirmando la adhesión a los principios de la Carta de las Naciones Unidas y a las reglas del derecho internacional, así como a los valores democráticos y subrayando la importancia del respeto de la Declaración Universal de los Derechos Humanos, la Declaración de Viena y el Programa de Acción de la Conferencia de los Derechos Humanos en 1993;

Considerando el Programa de Desarrollo Sostenible de las Naciones Unidas y los Objetivos de Desarrollo Sostenible de la Agenda 2030;

Reconociendo la importancia particular de la protección del medio ambiente con el fin de lograr un desarrollo duradero, como parte de los principios del Acuerdo de París sobre el clima firmado en 2015;

Reafirmando los compromisos adquiridos mediante la adopción de la Declaración de París y el Tercer Foro de Alto Nivel sobre la Eficacia de la Ayuda al Desarrollo suscrito en Accra, Ghana, en el que se aboga por la apropiación de los países para el desarrollo de proyectos, gestión por resultados, responsabilidad mutua y armonización de la cooperación;

Reconociendo la importancia de la Alianza Global para la Cooperación Eficaz al Desarrollo formada en el IV Foro de Alto Nivel sobre Eficacia de la Ayuda, suscitado en Busán, Corea, así como los compromisos adquiridos en la Primera Reunión de la Alianza Global, suscitada en la Ciudad de México, México, y la Segunda Reunión de la Alianza Global, suscitada en Nairobi, Kenia, de incrementar la eficacia de la ayuda como herramienta para reducir la pobreza y lograr los Objetivos de Desarrollo Sostenible de la Agenda 2030;

Considerando los compromisos adquiridos a través de la Agenda de Acción de Addis Abeba sobre la financiación para el desarrollo;

Tomando en consideración la necesidad de revalorizar el papel de la mujer en tanto que es elemento esencial en el proceso de desarrollo;

Considerando que la lucha contra la pobreza es uno de los objetivos esenciales de sus prioridades de cooperación;

Deseosos de estrechar los lazos de amistad existentes entre la República de El Salvador y el Gran Ducado de Luxemburgo y de fijar el marco general de su cooperación en los sectores político, económico, social, cultural, científico y técnico;

Retomando lo establecido en el Acuerdo General de Cooperación firmado entre ambos países el 10 de abril del año 2002;

CONVIENEN LO SIGUIENTE:

ARTÍCULO I

Las relaciones de la cooperación al desarrollo entre la República de El Salvador y el Gran Ducado de Luxemburgo, así como todas las disposiciones del presente Acuerdo Marco de Cooperación, se asientan sobre el respeto de los principios democráticos de los derechos humanos que inspiran las políticas internas e internacionales de ambos países y constituyen un elemento esencial del presente Acuerdo.

ARTÍCULO II

La República de El Salvador y El Gran Ducado de Luxemburgo se comprometen en el marco de la cooperación al desarrollo, a dar prioridad a los proyectos destinados a satisfacer las necesidades fundamentales de la población más desfavorecida.

ARTÍCULO III

Las Partes acuerdan crear una Comisión de Diálogo Bilateral, cuya función será la de examinar las relaciones entre los dos Gobiernos, especialmente en el campo de la cooperación al desarrollo, pero además en las áreas política, económica, cultural, científica, medio ambiental y climática o cualquier otra de interés de las Partes.

La Comisión de Diálogo Bilateral se reunirá por lo menos una vez al año. En dicha Comisión se definirán los espacios y mecanismos de coordinación para la aprobación, seguimiento, monitoreo y evaluación de los programas y proyectos a desarrollarse a la luz de este Acuerdo y será en el marco de ésta donde se realice cualquier modificación que una o ambas Partes soliciten realizar a los mismos.

La Comisión será presidida por el Ministro de Cooperación y Acción Humanitaria de Luxemburgo y el Viceministro de Cooperación para el Desarrollo de El Salvador, quienes podrán delegar a funcionarios de alto nivel para una sesión determinada, y podrán ser apoyados por expertos de diferentes instituciones de ambos países.

Como apoyo a su trabajo, la Comisión puede invitar, en caso de necesidad y previa aprobación de las Partes, representantes de instituciones y de asociaciones internacionales que trabajen en el campo de la cooperación para el desarrollo.

ARTÍCULO IV

Las disposiciones del presente Acuerdo se aplicarán a los proyectos de cooperación para el desarrollo y de cambio climático, ejecutados directamente por el Gobierno salvadoreño, a través del Viceministerio de Cooperación para el Desarrollo y de la Secretaría Técnica y de Planificación de la Presidencia u otra Institución definida por el Gobierno salvadoreño; y por el Gobierno luxemburgués, a través del Ministerio de Asuntos Exteriores y Europeos, el Ministerio de Desarrollo Sostenible y de Infraestructuras, el Ministerio de Hacienda, o cualquier otro Ministerio de Luxemburgo, así como a través de los agentes de cooperación de Ambas Partes. Se podrán considerar además proyectos de cooperación a ser ejecutados por una agencia que trabaja bajo el mandato de las Partes o por una organización no gubernamental destinada por el gobierno luxemburgués o salvadoreño, previo acuerdo.

ARTÍCULO V

La cooperación contemplada puede revestir las formas siguientes:

- Apoyo financiero no reembolsable para la realización de proyectos determinados;
- Envío de expertos;
- Cooperación Técnica;
- Toda otra forma decidida de común acuerdo por las Partes.

ARTÍCULO VI

Cada proyecto será objeto, en vista de su realización, de un Convenio de Financiación que precisará las obligaciones que incumben a cada Parte. A cada Convenio se adjuntará el Descriptivo de Proyecto, previamente aprobado por las Partes.

ARTÍCULO VII

Las contribuciones de las Partes estarán definidas de la siguiente manera:

Contribuciones del Gobierno del Gran Ducado de Luxemburgo:

- Asumir la financiación de las actividades y los compromisos definidos en el Descriptivo de Proyecto, el cual es parte integrante del Convenio que se suscribirá para cada proyecto.
- Asumir todos los gastos que resulten de la asignación y de la actividad del personal puesto a disposición por el Gran Ducado de Luxemburgo.
- Suministrar el personal puesto a disposición por el Gran Ducado de Luxemburgo, los equipos y materiales profesionales (vehículos incluidos) que necesite para efectuar su trabajo en el marco de la Cooperación entre las partes.

Contribuciones del Gobierno de la República de El Salvador:

- Asumir todas las actividades definidas en el Convenio, así como las contrapartidas de la República de El Salvador, en los casos que proceda. El monto de esta contrapartida, si existiese, se detallará en el Convenio.
- Designar el personal necesario para la realización de los proyectos. Este personal trabajará en coordinación con el personal puesto a disposición por el Gran Ducado de Luxemburgo. La Parte salvadoreña garantiza la disponibilidad de este personal.
- Poner a disposición terrenos, equipos, materiales y recursos humanos y realizar las gestiones administrativas y jurídicas necesarias para el cumplimiento de las obligaciones de la República de El Salvador definidas en el Convenio.

ARTÍCULO VIII

Con el fin de facilitar la realización de los proyectos que se inscriben en el marco del presente Acuerdo, El Gobierno de la República de El Salvador:

- Exonerará todo impuesto y tasas, incluyendo el Impuesto a la Transferencia de Bienes Muebles y a la Prestación de Servicios (IVA), a todos los contratos de las obras, servicios profesionales y suministros que se realicen en el marco de los proyectos de cooperación.
- Exonerará de impuestos a la importación todos los bienes necesarios para la realización de los proyectos de cooperación.
- Beneficiará al personal extranjero puesto a disposición de los proyectos por el Gran Ducado de Luxemburgo, y a los miembros de sus familias del régimen aduanero previsto para el personal de las Organizaciones de las Naciones Unidas.
- Concederá al personal extranjero puesto a disposición de los proyectos por el Gran Ducado de Luxemburgo, así como a los miembros de sus familias, la exoneración de todos los impuestos directos y tasas asimiladas.
- Otorgará sin gastos y sin demora las visas de entrada a la República de El Salvador, y demás facilidades migratorias, a efecto de brindar una atención ágil y expedita en los trámites que realicen, todo esto de conformidad a la ley vigente sobre la materia.
- Responderá, a través de la Entidad Ejecutora de los proyectos, en forma subsidiaria por daños y perjuicios en el que deba ser indemnizado un tercero, a causa de actos cometidos por el personal extranjero puesto a disposición por el Gran Ducado de Luxemburgo en el ejercicio de sus funciones y siempre que se haya comprobado que no actuó voluntariamente, con dolo o negligencia grave.

ARTÍCULO IX

Toda Intervención de desarrollo financiada por el Gran Ducado de Luxemburgo será objeto de acciones de comunicación e información pertinentes y adecuadas. Estas acciones deberán ser previstas dentro de los mismos recursos asignados para la ejecución de los proyectos.

ARTÍCULO X

El Gobierno del Gran Ducado de Luxemburgo podrá abrir una misión de cooperación y/o nombrar un Coordinador Residente en la República de El Salvador. El Coordinador Residente deberá poseer una nacionalidad diferente a la salvadoreña.

El Coordinador Residente del Gran Ducado de Luxemburgo gozará, si no forma parte de los servicios diplomáticos del Gran Ducado de Luxemburgo, de los mismos privilegios que aquellos acordados al personal extranjero de los proyectos.

Esta última disposición se aplica igualmente a todo el personal extranjero acreditado en la misión de cooperación.

ARTÍCULO XI

El presente Acuerdo entrará en vigencia a partir de la fecha en que la parte salvadoreña notifique que ha cumplido sus trámites legales internos para tal efecto, y será por un período de cuatro años, prorrogándose automáticamente año con año a menos que se haya puesto fin por una de las partes, mediante notificación escrita dada al menos seis meses antes de la expiración del año en curso.

Desde el momento de la entrada en vigor del presente Acuerdo Marco, sus disposiciones también se aplicarán a los proyectos y programas que estén en fase de ejecución, en ningún momento será retroactivo.

Las Partes se comprometen a resolver amistosamente por la vía diplomática todo diferendo que pudiera surgir en la aplicación del presente Acuerdo.

En caso de terminación del Acuerdo, las Partes aceptan que los proyectos en ejecución sean llevados a su término.

El presente Acuerdo sustituye en su totalidad al Acuerdo General de Cooperación entre el Gobierno de la República de El Salvador y el Gobierno del Gran Ducado de Luxemburgo suscrito el 10 de abril del año 2002.

Las Partes pueden, en cualquier momento, revisar o modificar el presente Acuerdo por consenso mutuo y a través del intercambio de notas.

En fe de lo cual, se firma el presente Acuerdo, en cuatro originales de igual validez, dos en idioma castellano y dos en idioma francés, en la Ciudad Antigua Cuscatlán, a los 8 días del mes de mayo del año 2017.

Por el Gobierno del Gran
Ducado de Luxemburgo

Por el Gobierno de la República de
El Salvador

Romain Schneider
Ministro de Cooperación y Acción
Humanitaria

Hugo Roger Martínez Bonilla
Ministro de Relaciones Exteriores